

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Offensive-toxique-contre-Jeremy-Corbyn-au-Royaume-Uni>

Antisémitisme

Offensive toxique contre Jeremy Corbyn au Royaume-Uni

- Empire et Résistance - Royaume-Uni -

Date de mise en ligne : mardi 15 mai 2018

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Depuis des mois, une campagne vise à déstabiliser le leader du parti travailliste britannique Jeremy Corbyn, accusé d'antisémitisme. La droite du parti, héritière de Tony Blair, et les milieux favorables à Israël visent à la fois la ligne de gauche adoptée par Corbyn et son soutien au peuple palestinien.

Le chef de l'opposition britannique Jeremy Corbyn a du pain sur la planche. Il doit demander des comptes sur une foule de questions de première importance à un gouvernement conservateur minoritaire. Mais il passe beaucoup plus de temps à éteindre les incendies : à l'intérieur comme à l'extérieur de son parti, on lui reproche de ne pas s'attaquer à un prétendu problème d'antisémitisme chez les travaillistes.

À la fin du mois dernier, des mouvements juifs importants ont organisé une grande marche sur le Parlement pour l'accuser de se ranger du côté des antisémites, sous le slogan « *Trop, c'est trop* », avec la participation d'éminents députés travaillistes. Corbyn a répondu en reconnaissant que « *l'antisémitisme a fait surface au sein du parti travailliste* ». Il a présenté ses excuses et promis « *de redoubler d'efforts pour mettre fin à cette inquiétude* ». Mais ses problèmes ne semblent pas terminés. Le 17 avril, il a dû supporter l'étrange spectacle d'un débat parlementaire sur l'antisémitisme convoqué par le gouvernement conservateur au cours duquel des députés de son bord ont passé des heures à dénigrer leur propre parti et [lui-même en tant que son chef](#).

Attaqué par les médias

En réalité, dix-huit mois auparavant, la [commission parlementaire britannique des affaires intérieures n'avait trouvé « aucune preuve fiable et concrète »](#) que le Parti travailliste souffrirait d'un problème d'antisémitisme plus important que dans toute autre formation politique. Ces accusations doivent néanmoins être comprises dans un contexte plus large : celui d'une réaction contre la présence de Corbyn à la tête du Labour. Depuis son élection surprise par les membres du parti, il y a près de trois ans, il est la cible d'attaques incessantes de la part des médias britanniques, y compris la BBC et le journal de gauche *The Guardian*.

Sa « faute » principale semble d'appartenir à l'époque d'avant Margaret Thatcher, avant que la dirigeante conservatrice n'impose au monde politique britannique une orthodoxie néolibérale qui a conduit le parti travailliste de Tony Blair à se réinventer en New Labour, renonçant à ses racines socialistes et même à son socle social-démocrate. L'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour a entraîné un afflux de nouveaux membres, ce qui en fait aujourd'hui le plus grand parti politique d'Europe occidentale. Mais les députés, pour la plupart survivants de l'ère Blair, sont entrés dans une révolte quasi permanente, exigeant même en 2016 une nouvelle élection pour la direction du parti, que Jeremy Corbyn a de nouveau remportée haut la main.

Malgré les attaques et les mauvais sondages, le dirigeant travailliste a encore abasourdi ses détracteurs lors des élections de juin 2017, renversant presque la majorité conservatrice. Il a réalisé le meilleur score des travaillistes depuis 1997, date de la victoire écrasante de Tony Blair.

Des failles dans le récit

Pendant un moment, les détracteurs de Corbyn dans les médias et les parlementaires travaillistes ont été réduits au silence. Cependant au cours des dernières semaines, ils ont relancé de façon agressive le thème de l'antisémitisme.

Il y a un non-dit dans la prétendue « crise de l'antisémitisme » : elle est liée au soutien de longue date de Corbyn à la cause palestinienne, à son opposition véhémement aux guerres impérialistes et à sa sympathie historique pour les mouvements de libération du tiers monde. Ses accusateurs restent dans le flou. Veulent-ils dire que sa vision du monde encouragerait un antisémitisme déjà latent au sein du parti, ou que lui-même exciterait secrètement la haine des juifs, en dépit de son passé d'antiraciste, ancien et bien connu ? Certes, il y a eu, comme dans n'importe quel groupe humain, des cas isolés d'antisémitisme parmi les militants travaillistes, mais les détracteurs de Corbyn vont beaucoup plus loin en affirmant que le parti sous sa présidence est particulièrement vulnérable à l'antisémitisme et qu'il en est infecté. Mais ce « récit » de l'antisémitisme travailliste comporte de nombreuses zones d'ombre depuis le début. La plupart des prétendus exemples révélés après l'élection de Corbyn datent d'avant son accession au pouvoir. Ils ont été extirpés par des gens qui ont fouillé les comptes de ses partisans sur les réseaux sociaux, en se concentrant souvent sur la période de l'attaque dévastatrice d'Israël contre Gaza en 2014, lorsque la tension était à son comble sur les réseaux.

On en fait rarement état mais une proportion importante des personnes sommairement suspendues ou exclues pour antisémitisme par la bureaucratie du parti travailliste, toujours dominée par les « blairistes », anti-Corbyn sont juives ou ont des ancêtres juifs, comme Jackie Walker, Tony Greenstein, Cyril Chilson et Glyn Secker. Un universitaire juif israélien respecté basé au Royaume-Uni, Moshe Machover, s'est par exemple retrouvé expulsé, jusqu'à ce qu'un tollé force les dirigeants du parti à le réintégrer, à contrecœur.

Le fil conducteur de ces affaires très médiatisées : toutes celles et ceux qui ont été mis en cause critiquaient publiquement Israël.

Un « raté » de Livingstone

Le plus gros scalp obtenu par les promoteurs de la querelle de l'antisémitisme est toutefois celui de Ken Livingstone, l'ancien maire de Londres, considéré comme compagnon idéologique de Corbyn. Livingstone était tellement détesté par Thatcher que dans les années 1980 elle a aboli le *Greater London Council*, dont il était le chef, pour se débarrasser de lui.

Livingstone a été suspendu du parti jusqu'à nouvel ordre et de nombreux députés travaillistes réclament son expulsion. Son cas constitue un tournant de la « crise de l'antisémitisme » au parti travailliste, une bonne raison pour l'examiner de plus près. Livingstone est un homme politique spontané et indépendant par nature, et on ne peut pas dire qu'il représente l'état d'esprit du parti travailliste. Pourtant, les attaques contre lui révèlent la confusion idéologique, voire la mauvaise foi de ceux qui prétendent qu'il y a un « problème d'antisémitisme » chez les travaillistes. En mai 2016, dans une [interview sur l'antisémitisme](#), Livingstone s'est aventuré en terrain historique miné : « *Quand Hitler a gagné son élection en 1932, sa politique était alors d'envoyer les juifs en Israël. Il soutenait le sionisme avant de devenir fou et de tuer six millions de juifs.* » Cette déclaration irréfléchie présentait de nombreux problèmes. La date exacte était 1933 ; il n'y avait pas d'Israël à l'époque, c'était la Palestine ; et l'expression « est devenu fou » impliquait que la politique d'expulsion antérieure d'Adolf Hitler pouvait être considérée comme saine d'esprit. C'était le genre de remarque qu'un politicien chevronné n'aurait jamais dû faire. Il était certain qu'elle ferait le jeu de ceux qui cherchent à affaiblir Corbyn et la cause palestinienne.

Mais ce n'est pas cette remarque désinvolte, mélange d'inexactitudes et de maladresse qui a mis Livingstone dans le pétrin : c'est l'affirmation selon laquelle Hitler soutenait le sionisme. Presque immédiatement, les médias ont reformulé la déclaration de l'ancien maire en lui faisant dire qu'« Hitler était sioniste », [ce qui ne résumait ni ses paroles ni leur sens](#). En anglais, la formulation « Hitler soutenait le sionisme » est ambiguë et pourrait signifier soit

qu'Hitler aimait le sionisme ou sympathisait avec lui en tant qu'idéologie, soit qu'il aidait ou facilitait les objectifs du sionisme, peut-être involontairement. La distinction est importante, car de nombreux historiens respectables de cette période sont d'accord avec la deuxième interprétation, et presque aucun avec la première. La deuxième interprétation n'est évidemment pas une preuve d'antisémitisme. Or personne dans les médias ou parmi les critiques de Corbyn ne s'est intéressé aux liens dérangeants, mais attestés par des documents, entre les nazis des débuts et une partie du mouvement sioniste. C'était pourtant la clé pour comprendre la remarque de Livingstone.

Une querelle toxique éclate

Jeremy Corbyn espérait tirer un trait sur l'antisémitisme en ordonnant une [enquête interne](#) en juin 2016. L'avocate Shami Chakrabarti a conclu que le parti n'était « *pas submergé* » par l'antisémitisme mais qu'il y avait « *parfois une atmosphère toxique* » à laquelle il fallait s'attaquer.

La conférence au cours de laquelle ces résultats ont été rendus publics a cependant été plombée par ce genre de querelle toxique, provoquée cette fois par une députée travailliste juive, Ruth Smeeth. Elle est sortie de la conférence en larmes, de façon très spectaculaire. Elle a accusé un partisan de Corbyn, Marc Wadsworth, un militant noir fondateur de l'Alliance antiraciste, d'avoir utilisé de « *viles théories complotistes contre les juifs* » au cours de l'événement, Wadsworth l'ayant accusée d'avoir divulgué des informations à la presse de droite dans le but de nuire à Corbyn. Wadsworth a affirmé qu'il ignorait que Smeeth était juive, il a néanmoins été suspendu pour antisémitisme. Difficile de ne pas en conclure que Ruth Smeeth sous-entendait qu'étant juive, toute critique à son égard était par définition antisémite. Elle a entraîné Corbyn dans la mêlée, disant qu'il « *était resté sans réaction et n'avait absolument rien fait [...] les juifs britanniques ne peuvent pas être en sécurité dans un parti travailliste sous sa direction* ». Elle a ensuite affirmé avoir reçu 25 000 messages d'insultes en ligne, la plupart via Twitter, dans les jours qui ont immédiatement suivi l'altercation sur les conclusions de l'enquête Chakrabarti. Mais une étude réalisée en mars 2018 par le Community Security Trust, un groupe de pression juif britannique, a jeté un doute sérieux sur cette revendication. L'étude n'a repéré que 15 000 tweets antisémites pour tout le Royaume-Uni sur une période de douze mois comprenant le mois de juin 2016. Pourtant, à la suite d'une audience à laquelle Smeeth était présente et ostensiblement escortée par une vingtaine de députés travaillistes servant de gardes du corps, Wadsworth a été exclu pour avoir « *discrédité le parti* ».

Le problème, c'est que les opposants de Corbyn au sein du parti font cause commune autour de l'antisémitisme, sachant bien que devant une accusation aussi grave, les membres hésiteront à se porter à la défense des accusés. Les médias semblent avoir été des complices enthousiastes.

L'organisation soeur du Parti travailliste israélien

Selon les partisans de Corbyn, les principaux groupes de pression juifs à l'intérieur du parti, notamment le Jewish Labour Movement (JLM), l'organisation soeur du parti travailliste israélien au Royaume-Uni, redoutent un futur dans lequel un gouvernement Corbyn pourrait devenir le premier en Europe à donner la priorité aux Palestiniens plutôt qu'à Israël. Et la faction dominante des députés blairistes craint de perdre le parti au profit de quelqu'un qu'ils considèrent comme un dinosaure politique, et comme une menace pour l'ordre politique et économique qu'ils défendent. Ces deux groupes d'intérêt se confondent souvent. Quelque 80 députés éminents sont également membres des Labour Friends of Israel (LFI). Ces soupçons semblent avoir été confirmés au début de l'année dernière par un documentaire en quatre épisodes de la chaîne qatarie Al-Jazira sur le rôle du lobby pro-Israël au Royaume-Uni. Trois épisodes portaient sur [le rôle du lobby](#) au sein du parti travailliste, et un quatrième sur les efforts de l'ambassade d'Israël pour faire tomber un ministre du gouvernement conservateur, Alan Duncan, très

critique à l'égard des colonies de peuplement d'Israël.

Fait significatif, le journaliste infiltré d'Al-Jazira a révélé les liens entre les dirigeants de deux groupes travaillistes clés, le JLM et les LFI, et Shai Masot, un membre de l'ambassade d'Israël à Londres. Ces deux organisations sont en première ligne de la campagne affirmant que le parti travailliste a un problème d'antisémitisme sous la direction de son nouveau leader. Masot se présentait comme un simple diplomate, mais de nombreux indices indiquaient qu'il travaillait pour une unité secrète du ministère des affaires stratégiques d'Israël. Selon les médias israéliens, cette unité est chargée de mener des campagnes de diffamation contre les militants de la solidarité palestinienne à l'étranger, en particulier ceux du mouvement *Boycott désinvestissement sanctions* (BDS), qui prend de l'ampleur.

Il est également apparu que la directrice du JLM, Ella Rose, qui avait auparavant travaillé à l'ambassade d'Israël, se vantait de ses liens étroits avec Masot.

Clash au Congrès

Le documentaire a étonnamment eu peu de retombées. Masot a été éloigné par Israël, mais aucune enquête n'a été lancée par le parti travailliste sur les activités du JLM ou des LFI. En réaction à la domination incontestée du JLM en tant que voix des juifs dans le parti travailliste, un nouveau groupe dissident, pro-Corbyn, Jewish Voice for Labour (JVL) a été lancé au congrès du parti travailliste en octobre dernier. Il a rapidement été accusé d'avoir soutenu des discours de haine pendant le congrès.

Une partie des délégués y a exprimé son ressentiment envers le rôle joué par le JLM dans la campagne contre Corbyn, comme Al-Jazira l'avait montré. Quelques-uns ont même demandé que le JLM soit expulsé du parti. Mais cela a été totalement absent de la couverture médiatique du congrès, qui a seulement parlé de preuves supplémentaires du problème d'antisémitisme dans le parti.

Au coeur du différend entre le JLM et le JVL, il y avait les tentatives du premier pour élargir la définition de l'antisémitisme afin d'inclure « *l'affirmation de croyances* » pouvant être « *perçues* » comme offensantes. Les partisans de Corbyn «[€] et pas seulement eux » ont averti que l'on risquerait ainsi de créer des « *crimes de pensée* ». Le JLM espérait également incorporer plus complètement dans le règlement du parti une définition controversée de l'antisémitisme formulée par l'*International Holocaust Remembrance Alliance* (IHRA), un organisme intergouvernemental.

Face à la résistance des délégués du congrès, le JLM a dû édulcorer ses propositions. Le JVL et ses soutiens, comme le réalisateur Ken Loach récompensé par de nombreux prix, se sont également retrouvés entraînés dans une nouvelle accusation d'antisémitisme, cette fois-ci à la suite d'informations selon lesquelles, dans une réunion parallèle, un orateur avait soutenu qu'il devrait être permis de se demander si l'Holocauste s'était produit. Ces allégations semblent encore une fois profondément malveillantes : ce discours n'a pas été prononcé lors d'un événement du JVL, et il n'en existe pas d'enregistrement. Et surtout, l'orateur en question n'était pas un militant travailliste, mais Miko Peled, Israélien bien connu et fils de l'un des généraux les plus célèbres du pays.

Ami avec les « mauvais » juifs

Néanmoins, pour de nombreuses personnes concernées, cette querelle du congrès a permis de clarifier les enjeux. Jonathan Freedland, un des principaux éditorialistes du *Guardian*, [s'est engagé derrière le JLM](#), soutenant que la

définition traditionnelle de l'antisémitisme - la haine des juifs parce qu'ils sont juifs â€” était trop limitée. Il s'agit en réalité, a-t-il affirmé, d'un état d'esprit qui ne peut être perçu que par ses victimes, même en l'absence de preuves détectables par des personnes non juives. En outre, toujours selon Freedland, toute attaque contre l'identité juive relève de l'antisémitisme. Et comme Israël est aujourd'hui au centre de l'identité de la plupart des juifs, les attaques contre Israël peuvent aussi constituer une preuve d'antisémitisme.

Les implications de ces arguments ont été mises en évidence au début du mois lorsque Corbyn, espérant atténuer les tensions qui ont déclenché la marche vers le Parlement, a pris un repas rituel de la Pâque juive avec les *Jewdas*, un groupe de juifs de gauche très critiques d'Israël. Ils se trouvaient parmi ceux qui avaient dénoncé les récentes manifestations londoniennes contre l'antisémitisme comme des « manipulations cyniques » de l'establishment juif. Un nouveau concert d'accusations contre Corbyn s'est élevé, sa visite aux *Jewdas* constituant pour ses détracteurs une preuve supplémentaire de son indulgence envers l'antisémitisme. Corbyn, semble-t-il, est l'ami des mauvais juifs.

Critique du capitalisme et caricature de banquiers

Où cette « crise de l'antisémitisme » mène-t-elle le Labour ? Les récentes attaques contre Jeremy Corbyn, l'entraînant encore plus au cœur de la mêlée, en donnent une idée. En mars dernier, il a été accusé d'avoir révélé son propre antisémitisme dans un post sur les médias sociaux datant de 2012. Il y soutenait un artiste, Mear One, dont la peinture murale londonienne était sur le point d'être retirée à la suite de plaintes. Corbyn avait d'abord affirmé vouloir défendre l'art public et la liberté d'expression. Pour la première fois, cependant, il a dû faire machine arrière devant ses accusateurs ; reconnaissant que la fresque était antisémite, il a présenté ses excuses pour son post et promis de faire plus d'efforts pour éradiquer l'antisémitisme au sein du parti. Si l'on en croit les articles des médias grand public, la fresque était ouvertement antisémite, représentant des « banquiers juifs » assis autour d'un plateau de jeu style Monopoly, installé sur le dos de travailleurs. Mear One a insisté sur le fait qu'il s'agissait d'une critique radicale du capitalisme et que les « banquiers » représentés étaient des caricatures de personnalités capitalistes réelles, dont la plupart n'étaient pas juifs.

L'utilité du scandale de la fresque est vite apparue évidente pour les critiques de Corbyn : il pourrait être exploité pour lancer une attaque plus large contre son programme politique, cimentant l'alliance entre les ardents partisans travaillistes d'Israël et les blairistes néolibéraux.

Deux universitaires ont utilisé les pages du magazine libéral *New Statesman* pour argumenter qu'une grande partie du langage traditionnellement utilisé par la gauche radicale pour critiquer le capitalisme et l'impérialisme était en fait un code pour dissimuler son antisémitisme. Corbyn est tombé dans le piège de soutenir la peinture murale, disaient-ils, en raison des « *fondements théoriques profondément enracinés des [critiques de gauche du capitalisme, qui ont pour conséquence logique l'antisémitisme](#) » ». Quand les socialistes ou les mouvements Occupy critiquent la mondialisation en parlant « d'élites mondiales », d'« un système faussé », des « 1 % de parasites » ils n'accusent pas seulement la classe dirigeante. Selon les auteurs, ils se font également l'écho des *Protocoles des Sages de Sion*, un faux notoire qui prétendait [1] que les juifs contrôlaient le système financier international. Il n'est guère besoin de souligner les avantages de cette ligne d'attaque pour une classe capitaliste soucieuse de maintenir ses privilèges. Tout effort pour articuler un programme de changement radical, pour le socialisme, prêterait le flanc par nature à l'accusation d'antisémitisme.*

Daniel Finn, rédacteur en chef de la *New Left Review* a récemment exposé les enjeux en cours. Le premier objectif des blairistes et du lobby israélien au sein du Parti travailliste â€” et de ses opposants au sein de l'establishment britannique â€” est de « *détruire Corbyn* ». Et si cela échoue, l'objectif secondaire est de l'amener à capituler sur les droits des Palestiniens. « *Si nous ne pouvons pas tenir la ligne de défense de la position éminemment modérée de*

Corbyn sur la Palestine, nous ne serons certainement pas en état de résister aux pressions encore à venir », écrit Finn. Bref, ses critiques à l'intérieur et à l'extérieur du parti travailliste veulent un Corbyn écrasé ou apprivoisé. L'inépuisable « crise de l'antisémitisme » ouvre la voie vers l'une ou l'autre solution

Jonathan Cook* pour [Orient XXI](#)

***Jonathan Cook** Écrivain et journaliste britannique indépendant, basé à Nazareth. Lauréat du prix spécial Martha Gellhorn pour le journalisme. Auteur de trois livres sur le conflit israélo-palestinien : *Blood and Religion : The Unmasking of the Jewish State* (2006) ; *Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East* (2008) et *Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair* (2008).

[Orient XXI](#),

[1] NDLR. En 1901.